

Le Cepremap est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Centre Pour la Recherche Economique et ses Applications. Il est placé sous la tutelle du ministère de la Recherche. La mission prévue dans ses statuts est d'assurer *une interface entre le monde académique et les décideurs publics et privés.*

Ses priorités sont définies en collaboration avec ses partenaires institutionnels : la Banque de France, le CNRS, France Stratégie, la direction générale du Trésor et de la Politique économique, l'École normale supérieure, l'INSEE, l'Agence française du développement, le Conseil d'analyse économique, le ministère chargé du Travail (DARES), le ministère chargé de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, le ministère chargé de la Santé (DREES) et la direction de la recherche du ministère de la Recherche.

Les activités du Cepremap sont réparties en *cinq programmes scientifiques* coordonnés par sa direction : Politique macroéconomique en économie ouverte ; Travail et emploi ; Économie publique et redistribution ; Marchés, firmes et politique de la concurrence ; Commerce international et développement.

Chaque programme est animé par un comité de pilotage constitué de trois chercheurs reconnus. Participent à ces programmes une centaine de chercheurs, cooptés par les animateurs des programmes de recherche, notamment au sein de l'École d'économie de Paris.

La coordination de l'ensemble des programmes est assurée par *Claudia Senik*. Les priorités des programmes sont définies pour deux ans.

L'affichage sur Internet des documents de travail réalisés par les chercheurs dans le cadre de leur collaboration au sein du Cepremap tout comme cette série d'opuscules visent à rendre accessible à tous une question de politique économique.

Daniel COHEN  
Directeur du Cepremap

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	11
<b>1. Comment mesurer la philanthropie ?</b> .....	21
<i>Un problème de définition du secteur de la philanthropie</i> .....	21
<i>La difficile mesure du niveau de philanthropie entre les pays</i> .....	23
<b>2. Pourquoi les gens donnent-ils ?</b>	
<b>Comprendre les motivations de la philanthropie</b> .....	49
<i>Biens publics et passager clandestin</i> .....	49
<i>Effet d'éviction et limites du modèle standard</i> .....	53
<i>Utilité intrinsèque des dons</i> .....	56
<i>Le don comme comportement social</i> .....	60
<b>3. Charité et politiques publiques : quel rôle pour les politiques publiques ?</b> .....	65
<i>L'impossible système idéal</i> .....	65
<i>Quels outils d'intervention publique ?</i> .....	68
<i>Jusqu'à quel point faut-il subventionner les dons ?</i> .....	76
<i>Rôle de l'administration et du contrôle fiscal</i> .....	85
<i>Dons privés et financements publics ne sont pas parfaitement substituables</i> .....	88
<i>Au-delà des incitations, une gamme d'interventions plus large</i> .....	99
<b>Conclusion – Jusqu'à quel point faut-il subventionner les dons ?</b> .....	101

**Liste des figures, des tableaux et des encadrés..... 105**  
**Bibliographie..... 107**

## **EN BREF**

*Comparés aux Anglo-saxons, les riches Français donnent peu. Exploitant un ensemble de données fiscales inédites, cet ouvrage documente pour la première fois l'ampleur des différences de philanthropie des contribuables les plus riches dans divers pays développés. En moyenne, le total des dons du top 10 % des contribuables français les plus riches oscille entre 0,2 % et 0,4 % de leur revenu. C'est huit à dix fois moins que les riches Américains, cinq fois moins que les Canadiens, deux fois moins que les Anglais, etc.*

*Ces données permettent également d'analyser les causes de ces différences significatives de comportement en matière de dons privés. Les dons plus importants dans les pays anglo-saxons ne sont pas liés à un niveau d'inégalité plus élevé ou à un niveau de dépense publique plus faible : ces pays ont toujours eu des niveaux de dons plus élevés, même quand leur niveau d'inégalité ou de dépense publique était très similaire à celui de la France.*

*Ce n'est pas non plus une simple question d'incitations fiscales : celles-ci sont aujourd'hui significativement plus élevées en France que partout ailleurs dans le monde ! Étant donné l'impact somme toute limité que ces incitations exercent sur les comportements de dons, les subventions massives aux dons en France représentent aujourd'hui un transfert important vers les contribuables les plus fortunés.*

*Si les riches Français donnent peu, c'est en grande partie une question d'adaptation du système institutionnel aux dons privés. La puissance publique a en effet un rôle majeur à jouer dans la structuration du secteur à but non lucratif et dans la définition du cadre juridique des financements privés, à la fois pour aider au développement du mécénat des acteurs publics et pour favoriser l'initiative privée dans les domaines d'intérêt*

général. Des efforts ont d'ailleurs été récemment accomplis dans cette direction pour inventer de nouvelles formes juridiques, comme les fondations universitaires ou hospitalières ou encore les fonds de dotation, dont la création est beaucoup plus simple que celle des fondations d'utilité publique traditionnelles.

*Faut-il cependant copier à tout prix le modèle américain qui autorise un foisonnement de fondations et une régulation minimale du secteur ? Sans doute pas. L'expérience anglo-saxonne montre qu'il est indispensable de maintenir une forme de contrôle (démocratique) sur la définition de ce que constitue un bien public et des droits auxquels son financement donne accès.*

**Camille Landais** est professeur d'économie à la London School of Economics. Ses travaux portent sur les transferts sociaux, la fiscalité et les inégalités.

**Gabrielle Fack** est professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine. Elle mène des recherches en économie publique sur le financement public des biens privés, comme le logement et l'éducation, et sur le financement privé de biens publics *via* la philanthropie.

Ensemble, Gabrielle Fack et Camille Landais ont travaillé sur les incitations fiscales à la charité privée.

**Alix Myczkowski** est élève à l'École normale supérieure de Paris-Saclay.

## Introduction

Dans un contexte de crise des finances publiques, les financements de nombreux secteurs sont sous haute tension : éducation, recherche, institutions culturelles, etc. Comment continuer à financer nos biens publics et à en garantir une qualité élevée ? Peut-on diminuer la dépense publique dans ces secteurs, tout en maintenant un niveau adéquat de fourniture de ces biens publics ? En France comme en Europe, les gouvernements cherchent à encourager des financements volontaires alternatifs à la taxation. L'objectif est de financer les biens publics, comme la recherche ou la culture, à moindre coût pour le budget de l'État et des collectivités locales et avec une plus forte implication directe des financements privés.

Un modèle paraît de ce point de vue attirer tous les regards, celui des États-Unis qui semblent connaître un nouvel âge de la philanthropie : des dizaines de milliardaires donnant leur fortune à des fondations<sup>1</sup>, de riches *alumni* contribuant aux dotations des universités américaines, de nouvelles collections privées d'art contemporain qui s'ouvrent au public chaque année, de Los Angeles à Miami<sup>2</sup>, etc. C'est un véritable *charity business* florissant, apportant des financements massifs à une large gamme de biens publics, depuis les musées jusqu'à la recherche d'un vaccin pour la malaria<sup>3</sup>. Au début des années 1960, les foyers appartenant au top 1 % des contribuables les plus riches aux États-Unis versaient chaque année à des associations et à des fondations caritatives des dons représentant environ 40 % du revenu moyen d'un foyer américain (Figure 1). Aujourd'hui, leurs

---

1. <https://givingpledge.org>.

2. « Marciano Art Foundation, LA's bold new museum is now open », *Los Angeles Curbed*, 25 mai 2017, <https://la.curbed.com/2017/5/25/15660436/marciano-art-foundation-museum-photos-opening> ; <https://thebroad.org> ; <https://lrfc.museum>

3. « Bill Gates announces \$168 million to develop next-generation malaria vaccine », Bill and Melinda Gates Foundation press release, septembre 2008, <https://www.gatesfoundation.org/Media-Center/Press-Releases/2008/09/Bill-Gates-Announces-168-Million-to-Develop-NextGeneration-Malaria-Vaccine>.

dons moyens annuels équivalent à plus de 80 % du revenu moyen d'un foyer américain.



**Figure 1 – Dons du top 1 % des ménages aux revenus les plus élevés, par rapport au revenu moyen d'un ménage aux États-Unis.**

Notes : Calcul des auteurs par extrapolation à partir de données fiscales, d'après Emmanuel Saez<sup>4</sup>.

Comment expliquer un tel foisonnement de l'activité philanthropique ? Faut-il y voir la trace d'un niveau de dépense publique et d'imposition des hauts revenus relativement plus faible que dans la plupart des autres pays développés ? Ou est-ce plutôt une conséquence de l'explosion des inégalités de richesse aux États-Unis ? Et si, après tout, le modèle américain, avec son niveau d'imposition plus faible des plus hauts revenus, son niveau d'inégalité plus grand et son plus faible niveau de dépense publique, était finalement équilibré par un haut niveau de fourniture de biens publics, largement financé et organisé par des initiatives privées ?

4. E. Saez, « Taxing the rich more. Preliminary evidence from the 2013 tax increase », 2017.